

**Conférence « Nuke Expo »**  
**Recentrer le débat sur les armes nucléaires autour de leurs conséquences**  
**humanitaires**

*Frédéric Casier*  
*Conseiller juridique en droit international humanitaire*  
*Croix-Rouge de Belgique – Communauté francophone<sup>1</sup>*

Norwegian People's Aid, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la Croix-Rouge norvégienne et la Croix-Rouge de Belgique ont organisé le 16 avril à Bruxelles et le 26 avril 2024 à Oslo, un évènement intitulé « [Nuke Expo – Science Expo on Nuclear Weapons, Humanitarian Impacts and Risks](#) ».

Dans un contexte international particulièrement tendu où les discours envisageant un usage possible ou plus vraisemblable des armes nucléaires se multiplient ces dernières années, les quatre organisations ont uni leurs efforts pour organiser une conférence qui avait pour objectif de recentrer le débat sur l'arme nucléaire autour de ses conséquences humanitaires, en particulier sur les questions suivantes : Que se passerait-il si une arme nucléaire venait à exploser dans votre ville ? Qui interviendrait et de quelle manière ? Quelles seraient les capacités de réponse aux conséquences d'une telle explosion ? Quelles en seraient les contraintes ? Au-delà de ces questions d'évaluation des capacités de réponse opérationnelle, des experts et des personnes affectées par l'utilisation ou les essais d'armes nucléaires, ont été invités à partager leurs analyses et leur vécu concernant les conséquences humanitaires des armes nucléaires et les risques croissants de leur utilisation intentionnelle ou accidentelle.

La conférence Nuke Expo avait ainsi pour objectif de mettre en avant, et ce de manière innovante, les témoignages et les développements des dernières études parues sur la question de l'arme nucléaire. Ces éléments sont en effet essentiels pour les autorités des Etats dans l'élaboration de politiques et de plans d'urgence devant répondre au mieux aux risques de détonation nucléaire pour la population. Les échanges ont conclu qu'il n'existait pas de capacités de réponse opérationnelle aujourd'hui pour répondre aux besoins particulièrement étendus des victimes d'une telle situation, un constat qui confirme la position défendue par le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge depuis 1945.

### **Une initiative visant à aborder autrement la question des armes nucléaires**

Cette initiative visait à innover le débat sur les armes nucléaires à plusieurs égards.

Si d'autres [conférences internationales sur les conséquences humanitaires](#) avaient déjà été organisées précédemment par les Etats à Oslo (2013), Nayarit (2014) et Vienne (2014 et 2022), un évènement d'une telle ampleur était organisé pour la première fois par des acteurs de la société civile.

Par ailleurs, le but était de rassembler un large panel d'acteurs concernés par la question des armes nucléaires, qu'ils soient représentants d'Etats ou d'organisations internationales, acteurs d'intervention d'urgence, experts académiques, ou représentants d'organisations de la société civile, tout en mettant de côté les aspects politiques qui ont polarisé les discussions jusqu'à présent sur la manière d'atteindre l'objectif d'un monde sans armes nucléaires, en particulier entre les Etats parties au [Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires](#) de 1968 (TNP) ces dernières années (*voir notamment notre article « [Un monde sans armes nucléaires, une utopie ?](#) » paru en 2022*). Indépendamment de la question du processus de désarmement, de l'élimination des armes nucléaires, de la légalité de leur utilisation et des enjeux de sécurité des Etats, il était essentiel pour les organisateurs de continuer d'approfondir le débat sur les conséquences incommensurables des armes nucléaires et les capacités de

réponse opérationnelle à la lumière des dernières études développées sur la question, la sécurité de l'humanité devant rester l'enjeu principal pour les Etats.

Enfin, cet évènement se distinguait des autres conférences précédentes, en ce qu'il combinait l'organisation d'un panel de discussions avec des experts et des personnes ayant survécu aux bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki en 1945 et affectées plus récemment par les essais nucléaires, avec une exposition interactive. Celle-ci a permis au public d'immerger dans des expériences de simulation et de réalité virtuelle mettant en scène les risques d'une détonation nucléaire, et d'échanger avec des experts scientifiques et des acteurs opérationnels sur l'impact d'une explosion nucléaire et les moyens et processus disponibles pouvant répondre aux besoins des victimes.

### **L'absence d'une réponse adéquate aux conséquences humanitaires des armes nucléaires et des risques d'utilisation bien réels**

Les capacités de réponse opérationnelle disponibles, les conséquences humanitaires immédiates et sur le long terme d'une détonation nucléaire et les risques d'utilisation intentionnelle ou accidentelle ont constitué les trois questions qui ont été débattues tout le long de cet évènement. Les constats énoncés ci-dessous se basent particulièrement sur les échanges de la Conférence de Bruxelles.

#### ***Comment répondre aux besoins des victimes d'une détonation nucléaire ?***

Face à un scénario fictif d'une détonation d'une ogive thermonucléaire de 100kT à 300 mètres au-dessus du square Frère-Orban à Bruxelles, tous les experts se sont accordés sur le fait qu'il n'existait pas de capacités pour mener une action humanitaire adéquate répondant aux besoins conséquents des victimes survivantes. L'onde de choc détruirait ou endommagerait gravement les infrastructures et bâtiments dans un rayon de 2.4 km et il est estimé que 177,500 personnes seraient tuées et 303,700 blessées dans l'immédiat. Dans un second temps, de nombreuses personnes seraient tuées ou affectées par les rayonnements ionisants et les incendies qui se propageraient rapidement en de nombreux endroits à la suite de l'explosion et de l'onde de choc.

A l'heure actuelle, les Etats, comme la Belgique, ne disposent pas de procédures spécifiques ni d'équipements suffisants et adéquats pour apporter rapidement une aide médicale vitale aux blessés les plus sérieux et les stabiliser en vue de leur évacuation vers les hôpitaux. Le personnel de secours serait complètement débordé face à l'étendue des besoins des victimes survivantes et les hôpitaux ne seraient pas en mesure de faire face à un important afflux de patients. De nombreux hôpitaux seraient détruits et les équipements des infrastructures sanitaires qui seraient encore debout seraient hors d'usage en raison des coupures d'électricité suivant l'onde de choc.

Dans la zone affectée par les radiations, la population serait invitée à rester chez elle, pour autant que les habitations restent indemnes, et le personnel de secours ne serait pas autorisé à intervenir et à faire évacuer la population tant que le niveau de radioactivité reste élevé. Il ne serait cependant pas certain que les personnes soient correctement informées des consignes de sécurité étant donné que les moyens de communication seraient interrompus par l'impact électromagnétique.

Une assistance internationale s'avèrerait compliquée car il n'existe pas de plans de coordination, ni de capacités de mobilisation des différents acteurs concernés dotés de mandats et de protocoles de sécurité aussi divers en vue d'une réponse humanitaire adéquate.

## **Quelles en sont les conséquences humanitaires ?**

Le témoignage d'une survivante du bombardement de Nagasaki en 1945 a confirmé les conséquences incommensurables de l'usage des armes nucléaires, en particulier sur la vie et la santé à la suite de l'effet combiné de la chaleur, de l'onde de choc et des radiations résultant de l'explosion.

Sous l'épicentre de l'explosion, les personnes seraient pulvérisées ou brûlées au troisième degré. Les survivants pourraient difficilement échapper aux incendies et sortir des décombres des bâtiments rasés ou endommagés. Ils souffriraient aussi de ruptures d'organes, de fractures ouvertes, de fractures du crâne, de nombreuses blessures, mais aussi de dysfonctionnement du système central nerveux et d'hémorragies internes face à l'exposition aux radiations.

Les témoignages de la survivante de Nagasaki et d'une personne affectée par les essais nucléaires dans le Pacifique Sud ont également confirmé les conséquences à long terme sur la santé, y compris au niveau mental. Nombre de personnes touchées par l'usage et l'essai d'armes nucléaires ont été exposées à des niveaux de radiation élevés. Ainsi, elles ont par la suite contracté des cancers et ont été condamnées à suivre régulièrement des traitements médicaux particulièrement lourds et épuisants pour le reste de leur vie. En outre, après près de 80 ans, les souvenirs des conséquences dévastatrices des bombardements nucléaires dont elles ont été témoins, et la perte de leurs proches, continuent à hanter les victimes des explosions de Hiroshima et de Nagasaki, et génèrent des moments réguliers de dépression et de syndrome de stress post-traumatique. L'anxiété suscitée par les traitements médicaux pour les cancers dont elles souffrent et la crainte constante de contracter d'autres maladies liées aux radiations, affectent aussi leur santé mentale.

Cet impact sur la santé mentale est amplifié par le manque de considération des victimes au sein de la société. Leurs souffrances et leurs besoins ne sont pas toujours reconnus, ils sont même parfois minimisés. En outre, de nombreuses victimes sont stigmatisées et n'ont pas toujours accès à l'emploi ou à des services sociaux essentiels en raison du fait qu'elles ont été exposées aux radiations.

Au-delà de l'impact sur la santé, des études scientifiques menées depuis plusieurs années ont confirmé qu'une guerre régionale pourrait entraîner des conséquences sur le climat et la production vivrière au niveau mondial (*voir notamment [ici](#), [ici](#) et [ici](#)*). Une guerre nucléaire impliquant plusieurs centaines de bombes nucléaires (même de la capacité relativement modeste de celles utilisées en 1945 en comparaison de celles qui existent aujourd'hui) entraînerait une chute des températures à la suite des millions de tonnes de suie dégagées par les incendies dans la haute atmosphère, des périodes végétatives plus courtes dues au déclin des précipitations et par conséquent, de graves pénuries alimentaires.

Enfin, une étude plus récente a montré qu'à la différence de l'époque de la Guerre Froide, les détonations nucléaires pourraient entraîner de graves répercussions en cascade et affecter plusieurs systèmes globaux régissant notre société, sur le plan environnemental, économique, social et technologique ("[Understanding the humanitarian consequences and risks of nuclear weapons](#)", 2023). La multiplication des systèmes globaux dans différents domaines (énergie, finances ou production alimentaire), leur interconnexion et leur complexité sont désormais une caractéristique des politiques mondiales. Il est donc à craindre que les conséquences d'une détonation nucléaire pourraient être plus étendues et plus profondes aujourd'hui.

## **Peut-on contrôler l'utilisation des armes nucléaires ?**

Les experts sur les questions de désarmement et de sécurité internationale ont confirmé que le risque d'utilisation de l'arme nucléaire intentionnelle, accidentelle ou par suite d'une erreur d'appréciation est bien réel depuis la Guerre Froide en rappelant plusieurs incidents qui se

sont déjà produits et qui ont été révélés bien des années après (*voir notamment sur le site de Chatham House [ici](#)*). Tous se sont accordés pour constater que ces incidents ont plus été évités par chance que par une véritable posture de contrôle et de dissuasion.

Par ailleurs, les risques d'utilisation de l'arme nucléaire s'avèrent plus importants aujourd'hui au regard des facteurs suivants : la digitalisation croissante des systèmes de commande et de contrôle des armes nucléaires plus exposés aux cyberattaques, la modernisation de l'arsenal nucléaire dans plusieurs pays, la détérioration du respect du cadre juridique et politique réglementant les armes nucléaires, l'absence de communication et de transparence sur les processus de décision, ce qui augmente les risques d'interprétation erronée ou d'incompréhension pouvant déclencher l'usage des armes nucléaires, les tensions croissantes dans les relations internationales entre les Etats par rapport à plusieurs crises régionales à travers le monde, et les politiques relatives à l'arme nucléaire basées principalement sur la sécurité des Etats et moins sur l'impact humanitaire.

Enfin, les experts ont exprimé leurs préoccupations quant au fait que ce sont en premier lieu les populations civiles qui sont exposées aux risques de l'utilisation des armes nucléaires et que l'intérêt de celles-ci devait prévaloir.

### **Des constats qui consolident la position du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge**

La participation du CICR, de la Croix-Rouge norvégienne et de la Croix-Rouge de Belgique à l'organisation de cet événement s'inscrivait pleinement dans la réalisation de plusieurs objectifs et engagements clés prévus dans le Plan d'action du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (ci-après le Mouvement) 2022-2027 pour la non-utilisation, l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires (adopté par la [résolution 7](#) du Conseil des Délégués de 2022) : continuer d'attirer l'attention sur le risque élevé et croissant d'utilisation d'armes nucléaires ; rappeler et développer une meilleure compréhension des conséquences humanitaires catastrophiques qui peuvent résulter de l'utilisation des armes nucléaires ; et souligner le manque de capacités pour mener une action humanitaire adéquate afin de répondre aux besoins des victimes en cas d'une telle utilisation.

Les analyses des experts effectuées à la lumière des études les plus récentes et les précieux témoignages des victimes de l'utilisation de l'arme nucléaire et des essais nucléaires confirment la position du Mouvement alimentée par ses propres analyses et son expérience au Japon en 1945.

Témoin des souffrances humaines incommensurables causées par la bombe nucléaire à Hiroshima et Nagasaki, le Mouvement appelle depuis 1945 les Etats à veiller à ce que les armes nucléaires ne soient plus jamais utilisées, et qu'elles soient clairement interdites et définitivement éliminées. Cette position se base sur les conséquences humanitaires catastrophiques que susciterait l'usage de l'arme nucléaire sur la vie et la santé des populations, sur l'environnement et le climat, ainsi que sur l'absence d'une assistance humanitaire adéquate. Par ailleurs, au regard du pouvoir destructeur des armes nucléaires qui ne peut être endigué ni dans l'espace ni dans le temps, il est extrêmement improbable que l'emploi d'armes nucléaires puisse un jour être conforme aux principes et aux règles du droit international humanitaire, en particulier le principe de distinction, le principe de proportionnalité, le principe de précaution, l'interdiction d'utiliser des moyens et méthodes de combat de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles et la protection de l'environnement naturel (*voir plus en détail la [position du CICR sur les armes nucléaires revue en 2022](#) et la [position du Mouvement via la FAQ sur les armes nucléaires](#) disponible sur le [site de la Croix-Rouge de Belgique](#)*).

En attendant leur complète élimination, les Etats doivent instamment adopter des mesures effectives pour réduire le risque d'utilisation des armes nucléaires, dont la diminution de leur rôle dans les politiques et doctrines militaires et de sécurité, conformément à leurs obligations et engagements internationaux, notamment ceux adoptés dans le cadre du [plan d'action](#) de la Conférence d'examen du TNP en 2010. En outre, tous les Etats sont encouragés à devenir parties au [Traité sur l'interdiction des armes nucléaires](#) (TIAN) adopté en 2017 au plus vite et à adopter des mesures nationales visant à assurer la mise en œuvre pleine et entière de ce traité, notamment l'obligation de fournir une assistance aux victimes, de remettre en état les zones contaminées et de prévoir des sanctions pénales pour prévenir et réprimer toute activité interdite.

Qu'ils soient uniquement parties au TNP ou également au TIAN, même si les Etats ne partagent pas le même avis sur la manière d'atteindre un monde sans armes nucléaires, ils ont un impératif humanitaire de poursuivre le dialogue afin de progresser collectivement vers l'objectif commun qu'est l'élimination des armes nucléaires, et ils doivent mettre en œuvre des politiques, doctrines militaires et efforts diplomatiques qui tiennent dûment compte des conséquences catastrophiques de toute utilisation de ces armes. L'argument humanitaire est en effet un argument de sécurité. Or, il apparaît que les conséquences humanitaires débattues lors de la conférence « Nuke Expo » sont méconnues ou insuffisamment connues des décideurs politiques. A cette fin, les témoignages des victimes de l'utilisation des armes nucléaires et des essais nucléaires constituent une source précieuse d'informations et doivent continuer d'être relayés par les jeunes générations pour que ces armes ne soient plus jamais utilisées et soient complètement éliminées.

29.04.24

---

<sup>i</sup> Le présent article reflète avant tout le point de vue de l'auteur et pas forcément celui de la Croix-Rouge de Belgique.